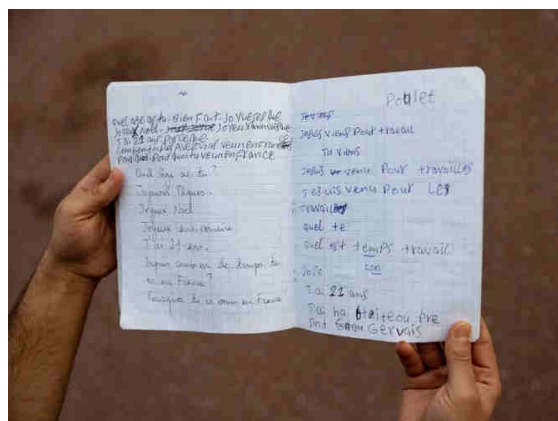


Immigration : une meilleure maîtrise du français exigée, moins de moyens pour y parvenir

Les cours de français dispensés par l'État aux primo-arrivants ont été dématérialisés, faisant craindre une rupture numérique et un isolement des immigrés. Un collectif d'associations a déposé un recours devant la justice administrative.

Par [Julia Pascual](#)



L'association Les Solidaires du Pré propose des cours de français aux personnes exilées, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 8 septembre 2025. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »

L'apprentissage du français est un parcours du combattant pour de nombreux immigrés. Et il risque de le devenir davantage. A la faveur de la loi sur l'immigration entrée en vigueur en janvier 2024 et au gré des restrictions budgétaires, la maîtrise de la langue française va devenir plus que jamais une exigence imposée aux immigrés, tandis que son enseignement par l'État est réduit à la portion congrue.

Depuis cet été, les cours dispensés aux étrangers par l'Office français d'immigration et d'intégration (OFII) – par le biais d'organismes détenteurs de marchés publics – ont été dématérialisés et rendus facultatifs. Ils sont destinés aux détenteurs d'un premier titre de séjour qui ont un niveau inférieur au niveau demandé en langue vivante au collège (A2). Seuls les cours prévus pour les non-scripteurs et non-lecteurs (et qui ont bénéficié à 9 000 personnes en 2024) seront toujours dispensés en présentiel.

En parallèle, les niveaux de français requis pour obtenir un titre pluriannuel, une carte de résident et la nationalité, ont tous été rehaussés (passant respectivement d'A1 à A2, de A2 à B1 et de B1 à B2) et devront être sanctionnés par une certification, dont le coût oscille entre 100 euros et plus de 200 euros. De quoi nourrir l'inquiétude de formateurs et de nombreux immigrés.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Immigration : comment Bruno Retailleau a retardé la publication de la liste des métiers en tension](#)

Selon les estimations du collectif Le français pour toutes et tous, qui regroupe notamment le Secours catholique et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, plus de 64 000 personnes seront concernées par les cours dématérialisés en 2026. Le collectif a déposé, le 29 août, un recours devant la justice administrative pour faire suspendre ce marché numérique (une audience est prévue le 18 septembre au tribunal administratif de Paris).

« Changement de philosophie »

« On passe d'une obligation de moyen à une obligation de résultat, et l'image qu'on renvoie de l'intégration, c'est une mise à l'écart », dénonce Hélène Ceccato, du Secours catholique. « La dématérialisation des cours va créer de l'isolement, du non-recours pour ceux qui n'ont pas accès à un [outil de connexion] et un report du service public vers les structures associatives », redoute à son tour Mélanie Rousset, déléguée nationale de la Fédération des centres sociaux et socioculturels, qui regroupe environ 1 600 structures dont les deux tiers proposent des ateliers linguistiques. Le patron de l'OFII, Didier Leschi, défend, lui, un « changement de philosophie » : « Cela responsabilise la personne qui veut rester en France et qui a deux ans pour atteindre le niveau A2, dit-il. On demande aux gens de faire des efforts. »



Sherin est l'une des apprenantes de l'association Les Solidaires du Pré. Elle est arrivée il y a deux ans, pour rejoindre son mari. Ils ont deux enfants, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 8 septembre 2025. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »



Sherin est l'une des apprenantes de l'association Les Solidaires du Pré. Elle est arrivée en France il y a deux ans, pour rejoindre son mari avec qui elle a deux enfants. Au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 8 septembre 2025. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »

Ces efforts, Renny Yeboah n'a pas réussi à les faire à son arrivée en France, en 2019. Ce Ghanéen de 23 ans, qui vit dans un hôtel social, était trop accaparé par ses démarches

administratives, et notamment son parcours de demande d'asile. « *Je n'étais pas bien moralement* », ajoute-t-il. Lorsqu'il a obtenu son statut de réfugié, en janvier, l'OFII lui a prescrit quatre cents heures de français. Renny Yeboah avait commencé à se rendre à un cours dans le nord de Paris. Il y retrouvait une vingtaine d'autres élèves, jusqu'à ce qu'on lui signifie, avant l'été, que l'enseignement basculait en numérique. « *Pour moi, les cours en ligne, c'est pas bon* », explique-t-il pudiquement, et en anglais.

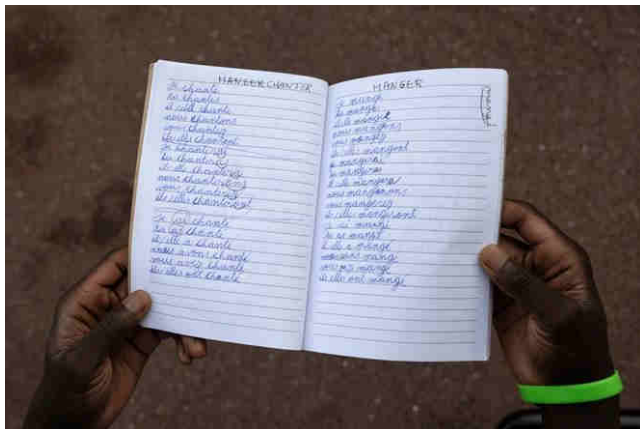
Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Le Sénat vote une loi pour sortir les associations des centres de rétention administrative](#)

« *On sait que seul devant un ordinateur, sans groupe de classe, sans professeur dédié, ça ne marche pas* », explique Pascale Gérard, présidente de Léo Lagrange Formation et ancienne responsable du programme national d'intégration de réfugiés Hope. « *L'objectif n'est pas de dissuader de se former dans le cadre de l'OFII, mais d'apporter, par réalisme, davantage de souplesse* », défend-on au ministère de l'intérieur.

Comme il a le statut de réfugié, Renny Yeboah est dispensé de passer un diplôme de français. Mais il vise une formation de plâtrier, un métier qu'il a exercé lorsqu'il vivait en Libye. « *Si elles ne parlent pas le français, les personnes n'auront pas d'emploi*, prédit Pascale Gérard. *Les employeurs exigent un certain niveau, ne serait-ce que pour lire une consigne de sécurité, par exemple dans le bâtiment.* »

« L'impression de ne rien apprendre »

Comme Renny Yeboah, Sumaiya (les personnes citées par leur prénom ont souhaité conserver leur anonymat) avait commencé à suivre des cours de l'OFII en présentiel trois jours par semaine. Elle trouvait ça « *très utile* » et a apprécié la sortie au Château de Vincennes (Val-de-Marne) ou les exercices pratiques en classe organisés par le professeur. Désormais, elle doit se connecter sur Frello, la nouvelle application gérée par l'intelligence artificielle.



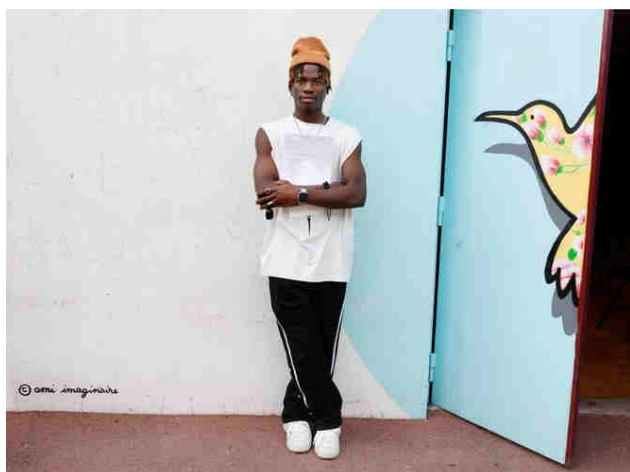
L'association Les Solidaires du Pré propose des cours de français aux personnes exilées, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 8 septembre 2025. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »

La réfugiée bangladaise de 21 ans nous montre les exercices proposés sur son téléphone. Elle doit par exemple faire correspondre des noms de métiers à des images, ou des sons à des phrases écrites. « *J'ai l'impression de ne rien apprendre*, confie la jeune femme qui avait entamé des études supérieures de sciences politiques dans son pays. *Quand je ne comprends pas, je coche au hasard. Et si je me trompe, l'exercice est corrigé, sans explication.* »

Sumaiya a arrêté d'utiliser l'application. Elle n'a passé que trois heures dessus en septembre et est pourtant classée première d'un groupe virtuel de 25 élèves qu'elle ne connaît pas.

A côté de cela, elle vient de passer un test pour commencer des cours de français au centre social Accueil Goutte d'or, dans le 18^e arrondissement de Paris. Une formation subventionnée, mais qui n'offre que 16 places, « *pour une quarantaine de candidatures* », précise Séverine Zouaoui, coordinatrice des actions de formation au sein du centre social, dans un contexte, là aussi, contraint financièrement.

Lundi 8 septembre, dans une salle municipale du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), un groupe de bénévoles et d'apprenants avaient répondu à l'invitation de l'association Les Solidaires du Pré à discuter des nouvelles modalités d'enseignement du français. Parmi eux, Oumar, un mineur guinéen qui redoute d'être un jour pris en défaut sur sa maîtrise de la langue. « *Ça va être compliqué* », confie cet étudiant en deuxième année de CAP de plomberie, qui a l'habitude de venir tous les lundis au cours de français dispensés par Les Solidaires du Pré, notamment pour se faire expliquer « *des leçons ou des devoirs* » qu'il n'a pas compris.



Oumar, 17 ans, est originaire de Guinée. Il est en deuxième année de CAP et participe aux cours hebdomadaires de français proposés par l'association Les Solidaires du Pré, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 8 septembre 2025. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »



Salifou, 16 ans, est arrivé du Mali il y a un an. Il suit les cours de français proposés par l'association Les Solidaires du Pré, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 8 septembre 2025. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [*En dix ans, des immigrés de plus en plus intégrés, mais plus pauvres*](#)

Pour l'État, la dématérialisation signifie un gain financier certain. Pour quelqu'un qui se voyait prescrire quatre cents heures de français, le coût était d'environ 3 000 euros. Avec le nouvel outil numérique, ce coût tombe à 50 euros. « *De nombreux organismes sont en cours de licenciements collectifs et de plans sociaux* », rapporte Anne Fabre, directrice de l'organisme de formation associatif AMS Grand Sud. Des économies sont aussi réalisées dans le cadre du renouvellement du marché des six cents heures de cours toujours prescrites en présentiel aux non-scripteurs et non-lecteurs. « *Dans les critères d'attribution du marché, le prix est passé de 20 % à 40 %, a observé Anne Fabre. Alors qu'avant [la "loi immigration" de 2024], l'objectif était d'amener [les apprenants] au niveau A1, ils vont désormais devoir atteindre le niveau A2 avec le même nombre d'heures. Nous craignons que le système fabrique des sans-papiers.* »

Dans l'étude d'impact de la loi, les pouvoirs publics anticipaient que, du fait du rehaussement des exigences, environ 15 000 à 20 000 personnes se verraient refuser une carte de séjour pluriannuelle.

[Julia Pascual](#)